

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 FÉVRIER 1911.

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1911 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MÉLOT.

MESSIEURS,

Le Ministère de l'Intérieur amputé de l'Agriculture, comprend les anciens services du Département de l'Intérieur proprement dit et les services de l'hygiène et de la santé autrefois rattachés au département de l'Agriculture.

Les crédits ordinaires alloués en 1910 pour cet ensemble de services se montaient à fr. 6,742,067

Les crédits ordinaires demandés en 1911 se montent à 6,524,685

Soit une diminution de 217,382

Cette diminution a deux causes principales. Il n'y aura pas d'élections législatives en 1911, d'où suppression de 130,000 francs de crédit. En 1910, le Gouvernement avait été obligé de demander par voie d'amendement de doubler les crédits relatifs aux opérations de la milice. Cette année, ces crédits passent de 337,000 francs à 169,000 francs.

Il y a, d'autre part, certaines augmentations normales qui sont détaillées dans le projet de budget.

Les crédits pour dépenses exceptionnelles allouées en 1910 se montaient à fr. 857,000

Les crédits demandés en 1911 se montent à 710,000

Soit une diminution de 147,000

Au tableau des dépenses exceptionnelles de 1911 ne figurent plus certains crédits spéciaux d'un montant total de 102,000 francs ni le subside aux communes éprouvées par les inondations : 300,000 francs.

(1) Budget n° 4^{VI}.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Masson, de Kerchove d'Exaerde, Melot, Maenhaut, Ouverleaux et Lefèbvre.

D'autre part, le recensement général de la population donne lieu à une majoration de crédit se montant à 330,000 francs; la construction d'un lazaret à Doel à une majoration de 100,000 francs, et le prix quinquennal des sciences médicales à une majoration de 5,000 francs.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Le budget n'a donné lieu à discussion ni dans les sections ni en section centrale; dans les procès-verbaux on ne relève que quelques vœux, quelques échanges de vues, quelques demandes de renseignements auxquelles le département de l'Intérieur ne s'est d'ailleurs pas hâté de répondre.

Les procès-verbaux de certaines sections portent, par exemple, uniquement :

Pour la première section : « repoussé par douze non contre huit oui. »

Pour la quatrième : « le budget est adopté par treize voix contre sept. »

Pour la cinquième : « budget rejeté par douze voix contre onze. »

Les procès-verbaux des autres sections ne sont pas beaucoup plus étoffés.

On ne voit donc formuler ni par la majorité ni par l'opposition de critiques précises quant à la manière dont ce département est dirigé et administré.

Une seule observation de politique générale a été présentée. En sixième section, un membre a demandé quelles étaient les intentions du gouvernement en ce qui concerne la réforme électorale. La section centrale n'a pas cru devoir traiter cette question qui a fait l'objet d'un débat public à la Chambre même.

CHAPITRE II.

PENSIONS ET SECOURS.

A propos de la subvention demandée pour la caisse de prévoyance des secrétaires communaux, on a parlé d'accorder aux secrétaires communaux pensionnés avant 1909 les avantages que la loi du 25 avril 1908 consacre en faveur des secrétaires communaux alors en activité. Il est à remarquer que le texte même de la loi met obstacle à cette rétroactivité. Le rapporteur de la section centrale, M. Maenhaut, l'a montré l'an dernier. Il me semble pas qu'il y ait lieu de revenir sur cette question.

CHAPITRE IV.

AFFAIRES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

La section centrale de 1910 insistait « très vivement auprès du Gouvernement, pour que, durant cette session encore, le projet de loi instituant la caisse centrale de pension en faveur des employés communaux fût déposé et même voté ».

La section centrale de 1911 a désiré connaître la suite qui avait été donnée

à ce vœu et elle a repris, dans les mêmes termes, une question que la section centrale de 1909 avait déjà posée au Gouvernement.

QUESTION.

Où en est l'étude de l'organisation d'un service de pensions en faveur des fonctionnaires provinciaux et communaux, de leurs femmes et de leurs enfants?

RÉPONSE.

Afin de permettre aux conseillers provinciaux de faire une étude préalable du projet de caisse de pension élaboré par la Caisse générale d'épargne et de Retraite, le Gouvernement a adressé à MM. les Gouverneurs de province la brochure ci-jointe qui, entre autres documents, contient les tarifs et un avant-projet de règlement d'affiliation à adopter.

L'envoi de cette brochure a donné lieu à plusieurs demandes relatives à l'organisation et au fonctionnement du nouvel organisme. Il y a été satisfait.

A cause de l'importance de la question, les conseils provinciaux n'ont pu jusque maintenant se prononcer sur les divers points qui leur ont été soumis, et, pour la plupart, ils ont chargé soit les députations permanentes, soit des commissions spéciales, de faire sur le projet de caisse dont il s'agit des rapports qui seront déposés au cours de la session de 1911 (1).

(1) Circulaires à MM. les Gouverneurs des provinces.

Bruxelles, le 18 juillet 1908.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

A la demande du Gouvernement, l'administration de la Caisse générale d'épargne et de Retraite a bien voulu se charger de poursuivre l'étude des questions techniques que soulève la création d'un service de pensions en faveur des fonctionnaires et employés communaux, de leurs veuves et orphelins.

Il a paru que la conception de cet organisme nouveau devait s'écarter complètement du modèle adopté pour les Caisses de prévoyance créées antérieurement, leur situation financière donnant lieu, pour la plupart, à des craintes sérieuses.

Il avait été décidé, au premier abord, que les rentes nouvelles à servir aux agents communaux, ainsi qu'à leurs veuves et orphelins, pourraient être rattachées au service de la Caisse de Retraite, moyennant certaines modifications à apporter à la loi instituant la Caisse générale d'épargne et de Retraite. Mais il fut reconnu ensuite qu'il y aurait avantage à créer une institution autonome, ayant ses tarifs propres, calculés d'après des tables de mortalité adaptées à la nature spéciale des futurs affiliés.

La Caisse d'épargne dut se livrer à un long travail de statistique en vue d'étudier la mortalité des agents des administrations publiques, de leurs femmes et de leurs enfants.

Les recherches entreprises à ce sujet sont en bonne voie. Il pourra donc être procédé bientôt à l'élaboration des tarifs, et il convient, en prévision de ce travail, d'arrêter le taux de capitalisation qu'il y aura lieu d'appliquer au calcul. Ce taux est fonction de la productivité des placements. De quelle nature seront ceux-ci?

Il paraîtrait rationnel d'employer, en premier lieu, les capitaux qui seront accumulés par le service des pensions communales à l'acquisition de titres des emprunts à émettre par les provinces et les communes elles-mêmes. Les emprunts de l'espèce, conclus à l'intervention de la Société du Crédit communal, comportent actuellement un intérêt se rapprochant du taux de 3.75 p. c. Si les placements de la Caisse des pensions lui procu-

Comme on peut le voir par cette réponse, le Département de l'Intérieur a depuis trois ans limité son activité à l'envoi d'une circulaire par an. C'est peut-être insuffisant, si l'on désire aboutir.

raient ce revenu de 3.75 p. c., la capitalisation devrait se faire sur le pied de 3.25 p. c., la marge de 0.50 p. c. représentant le coefficient de sécurité qu'il est indispensable de ménager afin de prémunir l'institution contre les écarts défavorables qui pourraient se manifester dans la mortalité des affiliés. Il serait hautement désirable d'ailleurs d'assurer la stabilité du revenu des placements de la Caisse, et dans ce but il faudrait que les provinces souscrivissent l'engagement de garantir l'intérêt de 3.75 p. c. pour tous les capitaux placés pendant la période décennale au terme de laquelle il serait, périodiquement, procédé à la révision des tarifs.

Au surplus, il resterait à examiner si les capitaux disponibles de la Caisse nouvelle ne pourraient servir, jusqu'à un certain point, à couvrir les emprunts contractés par des communes qui, au lieu de traiter avec la Société du Crédit communal, ou les banques, s'adresseraient à la Caisse de pensions.

Ainsi que cela existe déjà en faveur des instituteurs et des secrétaires communaux, la participation des provinces et des communes devrait être acquise aux pensions des autres employés communaux.

L'intervention des provinces aurait donc un double objet :

1° Subsidés proportionnels aux versements des affiliés de manière à leur faciliter l'acquisition des pensions et rentes ;

2° Garantie de l'intérêt de 3.75 p. c. dont il est question ci-dessus.

Dans l'état actuel de l'étude que poursuivent en commun le Département des Finances et la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, la question se résume ainsi :

Création d'un organisme central chargé de la gestion des capitaux recueillis et du service des rentes, service auquel la Caisse générale d'Épargne et de Retraite prêterait son concours, moyennant rémunération ;

Utilisation des organismes locaux existants — provinces et communes — pour le service des recettes et des paiements pour compte de l'organisme central. En principe, chaque administration provinciale concentrerait les recettes effectuées par les différentes communes de la province, de manière à simplifier les opérations, pour des raisons analogues, il conviendrait de n'admettre que des versements annuels.

L'organisme central serait chargé de traiter les opérations suivantes :

1° Constitution, au moyen de subventions, de rentes viagères prenant cours à 65 ans, au profit des fonctionnaires et agents communaux ;

2° Constitution de rentes de survie au profit des femmes des employés mariés, au moyen de retenu sur les traitements ;

3° Constitution de rentes de survie au profit des enfants dans le cas où ils deviendraient orphelins de père et de mère ; ces rentes seraient temporaires et prendraient fin à 18 ans.

4° Gestion, au profit des célibataires ou veufs, de comptes d'épargne alimentés par des retenues sur les traitements.

Telles sont, quant à présent, Monsieur le Gouverneur, les diverses considérations sur lesquelles il serait utile de connaître l'avis du Conseil provincial. Je vous serais donc obligé de vouloir en saisir la députation permanente, afin qu'elle puisse, s'il en est temps encore, les soumettre au Conseil en l'une de ses plus prochaines séances.

Le Ministre,
F. SCHOLLAERT.

Bruxelles, le 18 mai 1909.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Préalablement à toute nouvelle discussion au sujet de la création d'un organisme central de prévoyance en faveur des employés communaux, j'ai pensé, d'accord avec M. le

La section centrale aurait désiré quelques précisions quant aux améliorations prévues en faveur des employés des commissariats d'arrondissement.

Ministre des Finances, que le moyen le plus pratique de faire entrer la question dans la phase de réalisation consistait à communiquer aux administrations provinciales les tarifs des rentes et le règlement-type dont la Caisse générale d'épargne et de retraite a entrepris l'élaboration. Ces documents sont indispensables pour permettre aux provinces de se rendre compte des charges à assumer éventuellement par elles, tant du chef de leur participation à la Caisse de pensions, sous forme de subventions, que du chef de la garantie du minimum d'intérêt, fixé à 3.75 p. c., des capitaux à placer. D'un autre côté, les provinces que la chose intéresse pourront aviser en parfaite connaissance de cause aux arrangements à prendre en vue de régler la situation des institutions de prévoyance existantes, au regard de l'organisme à créer.

Il eût certes été désirable, Monsieur le Gouverneur, de voir porter cet important objet à l'ordre du jour de la prochaine session des Conseils provinciaux ; mais, en raison des renseignements statistiques qui n'avaient pas encore été fournis, la Caisse de retraite ne pourra terminer le travail qui lui a été confié avant un délai de 3 mois.

J'ai jugé opportun de porter ce qui précède à votre connaissance, les tarifs des rentes et le règlement-type élaborés par la dite Caisse constituant les éléments essentiels qui doivent vous permettre d'apprécier les conséquences financières à résulter de la création du nouvel organisme.

Le Ministre,
F. SCHOLLAERT.

Bruxelles, le 16 avril 1910.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Comme suite à ma dépêche du 18 mai dernier, même émargement que ci-contre, j'ai l'honneur de vous transmettre les tarifs et le règlement-type élaborés par la Caisse générale d'épargne et de Retraite qui doivent permettre aux provinces de se rendre compte des charges à assumer éventuellement par elles, tant du chef de leur participation à la nouvelle Caisse des pensions sous forme de subventions, que du chef de la garantie du minimum de 3.75 p. c. des capitaux à placer.

La préoccupation d'assurer la viabilité de l'organisme à créer, en le dotant d'un instrument répondant aussi exactement que possible à la mortalité réelle, a décidé la Caisse d'épargne à asseoir les tarifs nouveaux (annexes n° 1) sur les données de tables de mortalité spéciales, construites au moyen de renseignements statistiques se rapportant à une population dont les conditions d'existence paraissent devoir être à peu près identiques à celles des agents communaux et de leurs femmes. De plus, pour parer aux écarts de mortalité défavorables à la Caisse et à toute éventualité pouvant en compromettre la stabilité financière, l'on a prévu un coefficient de sécurité correspondant à 0.50 p. c. du portefeuille et l'on préconise la revision des tarifs à l'expiration de chaque période décennale.

Pour rendre plus tangibles la signification et la portée des tarifs, j'ai cru utile d'en faire application à des carrières hypothétiques débutant à des âges divers, les unes à traitements constants, les autres à traitements variant de 600 à 1,200, 1,800, 2,400 et 3,000 francs, — de 800 à 1,600, 2,400, 3,200 et 4,000 francs, — de 1,000 à 2,000, 3,000, 4,000 et 5,000 francs, — de 1,200 à 2,400, 3,600, 4,800 et 6,000 francs ; les résultats sont consignés dans les trois tableaux ci-joints ; ils permettront de fixer la quotité des subventions et des retenues annuelles, comparativement au montant des pensions à accorder (annexes II, III, IV).

Pour faciliter l'application des tarifs d'après lesquels les montants des pensions de retraite et des rentes de survie des veuves ou des orphelins sont calculés, une note explicative donne quelques exemples destinés à faire comprendre le mode d'utilisation des dits

La réforme est décidée en principe, mais les détails n'en sont pas encore fixés, ainsi qu'il résulte de la question et de la réponse suivantes :

QUESTION.

Entre-t-il dans les vues du Département de l'Intérieur d'améliorer la situation des employés des commissariats d'arrondissement ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement a déjà fait connaître son intention d'apporter des améliorations à la situation des employés des administrations provinciales et des commissariats d'arrondissement.

tarifs et à établir, à titre d'indications, les résultats pratiques auxquels on arrive dans quelques cas généraux (annexe V).

L'avant-projet de règlement (annexe VI) est calqué sur celui de la Caisse de prévoyance en faveur des membres du personnel de l'administration centrale de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite; cette Caisse existe depuis fin 1906 et, de même que l'organisme à créer, elle a pour but essentiel l'assurance de rentes de retraite et de survie. L'avant-projet en question a donc le bénéfice d'une expérience de plusieurs années et il pourrait, me semble-t-il, être soumis à l'examen du Conseil de votre province dans la forme sommaire où il est présenté; les objections à formuler éventuellement par ce Collège et les décisions qu'il jugera devoir prendre en ce qui concerne la quotité des subventions et retenues prévues, permettront d'arrêter ensuite définitivement et en parfaite connaissance de cause les dispositions du règlement qu'il s'agira d'élaborer.

Consulté sur l'importance des sacrifices que les provinces devraient s'imposer en souscrivant l'engagement de garantir l'intérêt à 5.75 p. c., jugé nécessaire au rendement minimum du portefeuille de la nouvelle Caisse de pensions, le Département des finances s'est exprimé dans les termes suivants :

« La charge pouvant résulter de ce chef pour les provinces dépendra à la fois du montant des capitaux à placer annuellement et du taux de leur rendement.

« Aucun des facteurs permettant d'évaluer le montant des fonds à gérer n'est connu : l'on ignore, en effet, le nombre présumé des agents à affilier, le montant et l'échelle des traitements, la quotité des retenues à opérer sur ces derniers et des subventions à allouer par les administrations provinciales et communales, en un mot, le montant des primes à encaisser; l'on conçoit que ces divers éléments doivent avant tout être déterminés pour arriver à chiffrer avec une approximation suffisante le montant des capitaux à faire fructifier.

« Le taux de leur rendement est également indéterminé; il dépendra de la nature des placements qui seront effectués; un placement qui paraît recommandable parce que son revenu se rapproche sensiblement de 5.75 p. c., consisterait dans les prêts à long terme à faire aux communes aux conditions admises par le Crédit communal; selon qu'ils sont remboursables en 66 ou en 55 ans, ils se concluent aux taux de 4 1/8 p. c. et de 5 2/3 p. c., comprenant un intérêt d'environ 5.76 p. c. et 4.22 p. c., lequel est actuellement compensé à concurrence de 0.25 p. c. par le dividende de 5 p. c. attribué aux actions.

« La future Caisse pourrait se substituer à la société du Crédit communal et placer chaque année une partie considérable de ses disponibilités à des taux variant de 3.54 à 3.97 p. c. »

La conclusion que l'on peut tirer de ce qui précède se résume comme suit :

Le sacrifice à réclamer aux provinces du chef de la garantie d'intérêt sera d'autant

Les dispositions réglementaires nouvelles destinées à réaliser ses intentions sont admises en principe. Ainsi que le mentionnent les notes préliminaires jointes à la demande de crédits des articles 13 et 15 du budget du Ministère de l'Intérieur pour 1911, les augmentations à résulter de l'application des nouveaux règlements ont été prévues dans ces crédits.

moins important que le revenu réalisé par le portefeuille de la Caisse des pensions communales sera moins inférieur à 3.75 p. c ; il pourra même être nul.

Dans l'hypothèse où le revenu moyen du portefeuille serait inférieur à 3.75 p. c., les provinces auraient à intervenir dans la différence de taux au prorata de la part de l'actif relative aux pensions constituées sur la tête des agents communaux de chacune des provinces et évaluée à l'aide des réserves mathématiques de ces rentes.

Les provinces auraient donc tout intérêt à emprunter à l'organisme des pensions communales les fonds dont elles pourraient avoir besoin et à engager les communes à y recourir dans la plus large mesure possible.

L'avant-projet de règlement (annexe VI) étant calqué sur celui de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, je crois utile de vous énumérer le montant des subventions et les retenues jugées nécessaires pour assurer la viabilité de cette institution de prévoyance se subdivisant en quatre caisses qui sont alimentées comme suit :

1° La *Caisse des rentes différées*, par une subvention de 8 p. c. des traitements accordés par l'administration à tous les employés et fonctionnaires à partir du grade de commis de 3^e classe, et par une subvention de 6 p. c. des traitements ou salaires, accordée aux employés subalternes (huissiers, classeurs, hommes de peine, etc.);

2° La *Caisse de rentes de survie au profit des femmes*, par une retenue de 6 p. c. des traitements des fonctionnaires et employés mariés, depuis le grade de commis de 3^e classe, et par une retenue de 4 p. c. sur les traitements ou salaires des employés subalternes mariés. Ces derniers reçoivent en outre une subvention de l'administration, égale à 2 p. c. des traitements ou salaires et qui est également versée à cette Caisse. D'autre part, celle-ci reçoit le solde du compte d'épargne à la Caisse des célibataires en cas de mariage d'un affilié à cette dernière;

3° La *Caisse des rentes de survie au profit des orphelins de père et de mère*, par un prélèvement effectué sur les sommes destinées à la Caisse précédente, l'année de la naissance de chaque enfant, et suffisant pour l'acquisition d'une rente de survie de 300 francs temporaire jusqu'à l'âge de 18 ans et prenant cours à partir du décès du dernier survivant des père et mère;

4° La *Caisse d'épargne pour célibataires*, par une retenue de 6 p. c. sur les traitements des fonctionnaires ou employés célibataires ou veufs, à partir du grade de commis de 3^e classe, par une retenue de 4 p. c. sur les traitements ou salaires des employés subalternes, célibataires ou veufs, et une subvention de 2 p. c. accordée à ces derniers par l'administration.

Si les dispositions qui précèdent étaient rendues applicables au nouvel organisme, il incomberait aux pouvoirs publics (provinces et communes) d'assumer la charge des subventions pour la pension des fonctionnaires et employés, laissant aux affiliés le soin de pourvoir aux rentes de survie des veuves et des orphelins au moyen des retenues à opérer sur leurs traitements.

Il importe de remarquer que l'équilibre financier de la Caisse des pensions est basé sur l'affiliation simultanée des agents aussi bien pour la retraite que pour la survie. Il ne peut être question de pratiquer uniquement l'affiliation pour les rentes de survie et de constituer les pensions de retraite soit à la Caisse générale de Retraite, soit à une autre Caisse. Les capitaux versés en vue de la retraite restent forcément pendant un temps assez long entre les mains de la Caisse des pensions; il en résulte que c'est pour ces capitaux que la compensation produite par la différence des taux d'intérêt donne le plus d'effet. Enlever

A cette occasion, un membre a parlé du relèvement des traitements des commissaires d'arrondissement eux-mêmes. Mais la section centrale a refusé de se prononcer sur cet objet.

On a réclaté de nouveau, en Section centrale, contre l'intervention de certaines Députations permanentes qui suppriment ou réduisent notablement les augmentations de traitements votées par les conseils communaux en faveur du secrétaire communal. La Section centrale n'a pas à trancher cette question de fait. Elle se borne à prier M. le Ministre de surveiller attentivement la manière dont les Députations permanentes exercent un droit, d'ailleurs incontestable.

La modicité des traitements de certains employés communaux les poussent parfois à chercher un supplément de ressources dans le commerce. On a signalé ce que ce cumul avait de fâcheux quand il s'agit de gardes champêtres. Mais la Section centrale a estimé que cette question serait plus opportunément soulevée au cours de la discussion de la loi sur la police rurale.

L'honorable M. Maenhaut, rapporteur du budget de l'Intérieur pour 1910, avait demandé que l'Etat accordât des subsides pour la construction de maisons communales dans les communes dont le budget est modique. L'honorable M. Verbrugghe, rapporteur de la Commission sénatoriale de l'Intérieur, a appuyé cette demande. La Section centrale de 1911 s'approprie les considérations émises par les rapporteurs du budget dans chacune des deux Chambres. Dans certaines petites communes rurales, c'est au cabaret que le conseil communal doit siéger, que les registres communaux sont déposés,

à la Caisse des pensions les versements en vue de la retraite serait compromettre sa stabilité financière.

D'accord avec la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, la gestion de la nouvelle institution devrait être organisée de la manière suivante :

La *gestion technique et administrative*, comprenant le calcul des rentes acquises, la tenue des comptes individuels, le calcul des réserves mathématiques, l'établissement des bilans techniques périodiques, la revision décennale des tarifs, la répartition éventuelle des bénéfices, etc., pourrait être faite par la Caisse générale d'Épargne et de Retraite moyennant le versement du chargement de 2 p. c.

La *gestion financière*, comprenant la recette des primes annuelles, le remboursement annuel des pensions payées par les communes pour compte de la Caisse des pensions, la gestion du portefeuille, etc., serait faite par les soins de l'organisme à créer. Chaque province prendrait l'engagement de garantir le taux de 3.75 p. c. au prorata des engagements pris par l'institution vis-à-vis des affiliés rattachés à cette province.

La gestion technique et administrative et la gestion financière seraient donc complètement séparées. Cette séparation des deux gestions existe d'ailleurs à la Caisse d'Épargne et de Retraite pour plusieurs services.

Telles sont, Monsieur le Gouverneur, les bases essentielles sur lesquelles devraient reposer l'organisation et le fonctionnement de la nouvelle institution qui marquerait, pour les administrations publiques qu'elle concerne, une étape importante dans la voie de la saine prévoyance.

Le Ministre,
F. SCHOLLAERT.

que les citoyens doivent se rendre pour les inscriptions obligatoires. Il y a là une situation qui ne peut se concilier avec la dignité de l'administration communale. Il est d'intérêt général que cette situation prenne fin partout. La section centrale attire sur ce point l'attention du Gouvernement.

CHAPITRE IV.

MILICE.

L'application de la nouvelle loi de milice a donné lieu à quelques observations. La loi est trop récente, d'ailleurs, pour qu'on puisse en apprécier les résultats. Aussi les observations ne portent-elles que sur des détails.

L'article 46c de l'ancienne loi de milice portait : « Cet état (l'état des » hommes exemptés ou exclus) est publié et affiché dans chaque commune » du canton les deux dimanches qui suivent sa réception. »

Conformément à un amendement présenté par la Section centrale chargée d'examiner la loi de milice, ce texte fut remplacé par le suivant : « Cet état » est tenu dans chaque commune à la disposition des intéressés. »

Ce changement a pour but d'éviter la divulgation inutile des causes d'exemption et d'exclusion. Il a été admis à l'unanimité par la Chambre. Dans les sections chargées d'examiner le budget de l'Intérieur et en section centrale, on s'est plaint de ce que la publicité, malgré le vœu de la loi, restait trop grande. Il y a ici deux intérêts à concilier.

Il est impossible, et il serait fâcheux, de tenir secret vis-à-vis de tout le monde l'état des hommes exemptés. A défaut du milicien qui désire la diminution de son temps de service et à qui la cour de cassation vient d'après les journaux, de refuser le titre d'intéressé, le cadet tout au moins qui doit servir par suite de l'exemption de l'ainé a le droit d'être mis à même de réclamer contre des exemptions arbitraires.

D'autre part, il serait immoral de livrer inutilement au public le secret de certaines causes d'exemption et d'exclusion.

M. le Ministre de l'Intérieur ne pourrait-il prescrire aux autorités communales de ne donner communication de l'état des hommes exemptés et exclus qu'à ceux qui le demandent après avoir justifié de l'intérêt qu'ils ont à en prendre connaissance. Les abus deviendraient impossibles si la règle générale était de refuser toute communication, sauf aux intéressés de prouver qu'ils ont le droit de l'exiger.

Certains membres se sont demandé s'il était bien nécessaire de convoquer tous les inscrits devant le conseil de milice et si l'on ne pourrait se borner à convoquer ceux qui ne sont pas évidemment dispensés par l'une ou l'autre des dispositions légales. Ce serait utilement simplifier les opérations de milice.

CHAPITRE VII.

GARDE CIVIQUE.

La Section centrale a posé la question suivante :

QUESTION.

Entre-t-il dans les vues du Département de l'Intérieur de maintenir la charge d'Inspecteur général de la garde civique?

RÉPONSE.

Il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de proposer au Roi, un candidat pour occuper la charge d'Inspecteur général de la garde civique rendue vacante par le décès du lieutenant général Verstraete.

La Section centrale fait observer qu'à l'article 23 du tableau, le crédit de 335,000 francs figure pour 1911 comme pour 1910.

Dans les développements de cet article, le Département de l'Intérieur nous apprend que le traitement de l'Inspecteur général est porté pour 13,000 francs. Si la charge d'Inspecteur général reste vacante, on ne voit pas pourquoi le chiffre de 335,000 francs ne serait pas réduit à 322,000.

La Section centrale propose donc à la Chambre, par voie d'amendement, de réduire à 322,000 francs le chiffre qui figure à l'article 23 du tableau.

CHAPITRE X

SERVICE DE SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE.

Ce chapitre a donné lieu à quelques observations intéressantes. Le montant des crédits qui y sont énumérés constitue à peu près le tiers du chiffre total du budget. Il est à souhaiter que ces services se développent encore. Mais quel que soit le développement qu'ils prennent, il faut reconnaître que ce Département ne peut devenir en fait le Ministère de l'Hygiène sociale que certaines préconisent, sans une concentration des services aujourd'hui éparpillés entre diverses administrations. C'est ainsi que l'hygiène industrielle dépend du Ministère de l'Industrie et du Travail; l'assistance médicale, la surveillance médicale des asiles d'aliénés du Ministère de la Justice, l'hygiène des écoles du Ministère des Sciences et des Arts et l'hygiène militaire du Ministère de la Guerre.

La section centrale n'a pas à se prononcer sur l'utilité que pourrait présenter la centralisation de tous les services.

Mais on a à différentes reprises, dans les sections et en section centrale, attiré l'attention du Gouvernement sur l'importance de la question sanitaire. Trop longtemps on a considéré l'hygiène comme d'ordre privé. Personne ne peut, il est vrai, méconnaître que les progrès sanitaires comme tous les progrès, mais plus que les autres, dépendent avant tout de l'initiative individuelle. C'est au citoyen le premier qu'il appartient de protéger sa santé.

Mais il est du devoir de l'État de l'éclairer et de vulgariser à son profit les données de la science et les découvertes chaque jour accrues des hygiénistes et des savants. Dans aucun domaine, en effet, la négligence des particuliers n'a de plus redoutable répercussion sur la collectivité tout entière.

L'État belge est entré dans cette voie. Il encourage les mesures de propagande contre l'alcoolisme — on lui a même reproché de les encourager trop —; les mesures de propagande contre la tuberculose, pour la protection de la première enfance. Il encourage et facilite la vaccine. Il indemnise les sages-femmes qui donnent gratuitement leurs soins aux indigents. Il est à souhaiter qu'il encourage davantage et par des subventions l'œuvre excellente de la goutte de lait qui a pour objet de donner aux jeunes mères de la classe nécessiteuse toutes les indications nécessaires pour élever hygiéniquement leurs petits enfants.

La section centrale se plaît à reproduire ici les paroles que le Roi adressait le 1^{er} janvier à l'Académie de médecine :

« Dans le pays, comme dans notre colonie, des fléaux sévissent qui enlèvent chaque année un grand nombre d'existences humaines.

» Chez nous, je citerai seulement l'excessive mortalité des enfants en bas âge qui tarit à sa source même l'accroissement de notre population.

» La diffusion des principes d'une saine hygiène infantile; la multiplication des œuvres excellentes qui aident les mères pendant les premiers mois de la vie de l'enfant; toutes ces institutions, dans lesquelles les médecins ont une si grande part, contribueront, nous en avons la ferme conviction, à améliorer la triste situation actuelle. »

Par ses laboratoires d'analyse, son service d'inspection, l'impulsion qu'il donne au Conseil supérieur d'hygiène et aux Commissions médicales, le Gouvernement a singulièrement contribué à l'amélioration de l'état sanitaire.

Cette amélioration est incontestable et les chiffres le démontrent.

Voici les chiffres qui ont été publiés dans l'Exposé des motifs de l'avant-projet de loi sanitaire (p. 15) :

État sanitaire.

Périodes quinquennales et années.	Proportion moyenne annuelle des décès par 1,000 habitants.
1851-1855	22.29
1856-1860	22.19
1861-1865	22.60
1866-1870	23.93
1871-1875	23.28
1876-1880	21.74
1881-1885	20.59
1886-1890	20.20
1891-1895	20.16
1896-1900	18.09
1901	17.17
1902	17.30
1903	16.99
1904	16.89
1905	16.53
1906	16.42
1907	15.76

Comparées à celles de l'étranger, ces données font ressortir sous un jour très favorable l'état sanitaire de la Belgique, eu égard à celui de la plupart des nations européennes. En effet, la moyenne annuelle des décès par 1,000 habitants a été :

	1901	1903	1904	1905	1906
En Russie.	32	»	»	»	»
Hongrie	25	26	25	28	25
Espagne	»	25	26	26	26
Autriche	24	24	24	25	23
Italie	22	22	21	22	21
Allemagne	21	20	19	20	18
France	20	19	19	20	20
Suisse.	18	17	18	18	17
Grande-Bretagne.	»	16	16	16	16
Hollande	17	16	16	15	15
Suède.	16	15	15	16	14
Norvège	»	15	14	15	14

Ces chiffres sont suggestifs. Ils ne prouvent pas qu'il n'y a plus rien à faire ; ils prouvent que de grands progrès ont été réalisés.

Le devoir de l'État ne consiste pas seulement à éclairer les individus sur les mesures à prendre pour se protéger eux-mêmes. En ne se protégeant pas, en n'exercant pas leur droit, les citoyens nuisent à autrui et la liberté individuelle ne peut aller jusque là. Le Gouvernement doit être armé du pouvoir d'édicter certaines prescriptions sanitaires et de les sanctionner. Sauf en ce qui concerne les mesures prises par la loi du 18 juillet 1851 pour établir un cordon sanitaire à la frontière contre les maladies pestilentiennes, le Gouvernement n'est pas suffisamment armé ; il est quasi désarmé vis-à-vis des autres maladies transmissibles. Il n'a pas le droit d'obliger les particuliers à déclarer les maladies transmissibles, à désinfecter les logis contaminés, à isoler les malades.

C'est en partie à cela qu'il faut attribuer la moyenne assez élevée de la mortalité infantile. Voici les chiffres que nous trouvons dans le même exposé des motifs :

PRINCIPALES MALADIES TRANSMISSIBLES.

Relevé des décès de 1901 à 1907.

	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.
Fièvre typhoïde.	1,508	1,228	1,088	1,051	984	890	874
Variole	260	652	1,630	656	244	41	55
Rougeole.	2,036	3,303	2,309	2,758	2,446	2,459	2,011
Scarlatine	1,409	992	698	726	760	785	927
Coqueluche	2,365	2,651	2,734	2,918	2,689	2,544	2,351
Diphthérie et croup.	2,438	1,817	1,593	1,289	1,255	1,191	1,141

Combien de ces enfants morts de la rougeole, de la scarlatine, de la coqueluche et de la diphthérie auraient vécu si le Gouvernement avait pu prendre les mesures nécessaires pour isoler les foyers d'épidémie!

Dans notre pays où la décentralisation est très grande, c'est aux administrations locales qu'appartiennent, en matière d'hygiène, les pouvoirs les plus étendus. Elles n'exercent pas toujours leurs pouvoirs, soit impossibilité d'en faire la dépense — on ne peut demander aux communes rurales d'instituer des services publics de désinfection ou des laboratoires d'analyse —, soit ignorance, soit négligence, soit enfin souci mal entendu de l'opinion publique mal éclairée.

Lorsque les administrations communales ne remplissent pas leurs obligations, le Gouvernement devrait être armé du droit de les y obliger. Il devrait aussi centraliser et unifier les efforts des pouvoirs locaux. Dans le domaine de l'hygiène, aussitôt qu'apparaît une certaine centralisation, on constate des progrès indéniables et des améliorations fécondes. C'est surtout depuis l'institution du Ministère de l'Industrie et du Travail que la protection sanitaire des travailleurs est devenue efficace; c'est depuis la loi du 4 août 1890 que la répression des fraudes nuisibles à la santé dans le commerce des denrées alimentaires a été plus sérieusement garantie (cette loi n'est pas parfaite, d'ailleurs, et gagnerait à être plus sévèrement appliquée). Enfin, on redoute beaucoup moins qu'autrefois la peste et le choléra depuis que les gouvernements ont adopté des règles de prophylaxie communes à tous les pays et que l'application en est assurée par le Gouvernement belge en vertu de la loi du 18 juillet 1851.

Ces progrès, fruits d'une centralisation modérée dans certains domaines, dictent au législateur le devoir impérieux d'élaborer à bref délai une loi sanitaire qui généralise pour tous les domaines de l'hygiène publique les mesures spéciales que nous venons de citer à titre d'exemples.

Depuis longtemps, les hygiénistes du Parlement, en séance publique, dans les sections et les sections centrales, réclament cette loi. Le Discours du Trône l'annonce explicitement. Votre section centrale émet le vœu de la voir déposer à bref délai.

D'accord avec l'homme de Belgique qui connaît peut-être le mieux l'ensemble de ces questions, avec M. Beco, président et rapporteur de la commission chargée d'étudier un avant-projet soumis au conseil supérieur d'hygiène publique, elle émet le vœu que l'autorité sanitaire n'appartienne pas exclusivement aux fonctionnaires — si méritants soient-ils — du service de santé et de l'hygiène. Il y a lieu de faire appel au concours de tous les savants et de tous les spécialistes. Les attributions du Conseil supérieur d'hygiène publique réorganisé devraient être précisées et accrues ainsi que celles des dix-sept commissions médicales. Nous ne pouvons songer ici à entrer dans le détail; à ceux que ces questions intéressent il suffit de signaler le rapport remarquable très complet et très touffu de M. Beco au Conseil supérieur d'hygiène publique.

Indépendamment de cette loi, il reste de nombreux progrès à réaliser au point de vue sanitaire.

C'est l'hygiène des établissements d'assistance publique qui doit être assurée par une inspection sanitaire à laquelle ils échappent aujourd'hui.

C'est l'hygiène de l'école que des communes négligent et où serait si utile l'inspection médicale telle que certaines villes l'ont organisée.

C'est l'hygiène de l'habitation. La loi de 1889 a donné des résultats merveilleux et que nul n'oserait sérieusement contester. Mais elle ne suffit plus à satisfaire aux désirs qui se manifestent de toutes parts. Les comités de patronage ont fait des efforts considérables, mais ces efforts demanderaient à être unifiés. Un passage du rapport du Conseil supérieur d'hygiène sur les travaux des comités de patronage pendant l'année 1909 est très suggestif à cet égard.

Après avoir constaté que les comités de patronage dispersent leurs efforts, sans unité ni direction dans leurs travaux, les uns sur une question, les autres sur une autre, sans pousser à fond l'examen d'aucune, M. Harlez, rapporteur de la Commission, émet l'avis que « le Gouvernement aurait dû unifier ces efforts et transmettre aux administrations communales, suivant d'ailleurs le vœu de la loi, les passages qui les concerneraient dans les rapports de ces comités (pp. 3, 4 et 5) ».

Il y a lieu de s'occuper également de l'hygiène alimentaire.

La section centrale a désiré savoir où en sont les travaux de la Commission chargée de reviser la loi sur la vente des animaux destinés à l'alimentation publique.

Elle a donc posé de nouveau une question que la section centrale de 1909 avait déjà posée.

QUESTION.

3. — Où en sont les travaux de la Commission extra-parlementaire chargée de revoir la loi sur la vente des animaux destinés à l'alimentation publique?

RÉPONSE.

« Il résulte d'une communication de M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics que la Commission extra-parlementaire, chargée de revoir la loi du 3 juillet 1894 sur la question rétributoire en matière de vente d'animaux destinés à la consommation n'a pas encore envoyé son rapport.

Des instances seront faites auprès de l'honorable président de cette Commission pour connaître les résultats auxquels ont abouti les études faites. »

Cette réponse est à rapprocher de celle qui avait été faite en 1909 à la même question formulée dans les mêmes termes. Voilà la réponse de 1909 :

« La Commission a tenu plusieurs séances, mais n'a pas jusqu'ici formulé » de conclusion. »

Cette question mériterait une étude plus active.

La Section Centrale prie le Gouvernement de saisir la Chambre d'un projet de loi avec ou sans l'avis de la Commission extra-parlementaire.

Reste enfin, toujours dans le domaine de l'hygiène sociale, la grosse question de l'alimentation en eau potable des diverses communes du pays.

En 1909, le Département de l'Intérieur paraissait disposé à constituer un organisme central chargé d'assurer aux communes des distributions d'eau potable. A une question de la Section centrale, il avait répondu que « les » études, bien que très avancées, n'en étaient pas moins arrivées à un point » tel que le Gouvernement puisse faire une déclaration à ce sujet. »

Cette année, la Section centrale a posé la même question qu'en 1909.

QUESTION.

Où en sont les études faites en vue de constituer un organisme central chargé d'assurer aux communes une distribution d'eau potable ?

RÉPONSE.

« Le département de l'Intérieur poursuit ses études relatives à la constitution d'un organisme central, qui serait chargé éventuellement d'assurer aux communes une distribution d'eau potable. Mais le Gouvernement n'est pas encore à même de marquer sa préférence entre les diverses solutions proposées pour cet important problème.

L'idée d'un organisme central est assurément très séduisante. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'elle a été provisoirement écartée lors de l'élaboration de la loi du 18 août 1907.

Avant de la reprendre, il convient de juger cette loi par les résultats que son application actuelle permet de prévoir quant à la multiplication des associations intercommunales et quant aux entreprises conduites par celles-ci.

Au surplus, à supposer l'institution d'un régime de centralisation arrêtée en principe, nombreuses sont les modalités auxquelles on peut soumettre l'idée adoptée.

On peut, en effet, la concevoir sous la forme d'une société nationale ou de sociétés provinciales ou régionales. Comme le disait le Gouvernement, il y a moins d'un an, en réponse à une question identique qui lui avait été posée par la Section centrale, il importe d'examiner soigneusement ces solutions sous toutes leurs faces si l'on veut, par suite, éviter des mécomptes. Il y a tout à craindre, en pareille matière, d'une décision hâtive, insuffisamment mûrie. »

Cette réponse constitue un recul relativement aux intentions manifestées par la réponse de 1909. Et ce recul s'explique par les autorisations que la Compagnie intercommunale de Bruxelles a obtenues de capter de nouvelles sources et d'étendre son champ de distribution jusqu'au littoral.

Ici encore, on constate les fâcheuses conséquences du manque d'unité dans les vues de l'administration. Après avoir subsidié les intéressantes recherches que MM. Putzeys et Rutot ont faites dans la région de Moll, après avoir pu constater avec ces savants qu'il existe dans le sable de Moll, et autour de ce sable des eaux ferrugineuses qui pourraient être utilisées comme eau potable après déferrisation, le Gouvernement autorise tout à coup l'adduction nouvelle dans la Basse Belgique des eaux calcaires de la Haute Belgique.

Dans un mémoire publié au *Bulletin de l'Académie royale de médecine*, le 29 octobre 1910, on lit, page 806, l'affirmation suivante du docteur Henri Schwes : :

« Les eaux de la région de Moll peuvent être utilisées telles quelles » comme eau potable et pourraient alimenter les agglomérations de la Basse

» Belgique et en particulier des futurs districts miniers de la Campine ; leur utilisation serait de beaucoup préférable, tant au point de vue hygiénique qu'au point de vue économique, à l'adduction dans la Basse Belgique de l'eau des calcaires de la Haute Belgique. »

La Section centrale n'a aucune compétence pour traiter cette question au point de vue hygiénique. Elle ne peut que prendre acte de l'opinion très fortement motivée du docteur Schweser au travail de qui l'Académie royale de médecine a réservé la consécration de sa publicité.

Mais au point de vue économique, les adductions autorisées arbitrairement pourraient avoir des conséquences fâcheuses sur lesquelles il importe d'attirer l'attention.

Voici un fait dont votre rapporteur peut attester l'exactitude. Au moment où la Compagnie intercommunale amenait l'eau du Bocq à Bruxelles, trois administrations de communes rurales traversées par ces conduites d'eau demandèrent au Département de l'Agriculture l'autorisation d'embrancher sur la conduite principale des distributions locales. La Compagnie y consentait. Le Gouvernement refusa sous prétexte que la société ayant été constituée pour l'agglomération bruxelloise, il lui fallait tout d'abord, avant de procéder à des distributions supplémentaires, alimenter la capitale. Quelque temps après, ces administrations apprenaient par la voie du *Moniteur* que la Société intercommunale était autorisée à alimenter en eau potable les villes des deux Flandres et le littoral. On avait, il est vrai, autorisé aussi la captation de nouvelles sources. N'eût-il pas été d'élémentaire équité, puisque l'on élargissait le champ d'action de la Société, de penser tout d'abord aux communes dont on expropriait les terrains, sur le territoire desquelles on captait les eaux, dont on éventrait les chemins, et de les faire bénéficier de distributions d'eau en même temps que des communes éloignées.

Ces petits faits, les incidents auxquels a donné lieu la captation des sources du Houyoux produisent dans certaines contrées une fâcheuse impression et pourraient faire naître — à tort, nous en sommes convaincus, — la conviction que l'administration favorise certaines parties de la Belgique au détriment d'autres.

Un organisme qui centraliserait, comme le fait la Société nationale de chemins de fer vicinaux, toutes les demandes et tous les renseignements, serait préférable à de multiples associations intercommunales, dont l'action ne s'étend que par des autorisations successives de l'administration et qui par suite ne peuvent avoir un plan d'ensemble.

* * *

Le budget du Département de l'Intérieur a été adopté :

En 2 ^e section par 12 voix contre 10 ;	
— 3 ^e — 16 — 5 ;	
— 4 ^e — 13 — 7 ;	
— 6 ^e — 12 — 10.	

Il a été rejeté en 1^{re} section par 12 voix contre 8 ; en 5^e section par 12 voix contre 11.

Votre section centrale vous en propose l'adoption par 5 voix contre deux abstentions.

Le Président,

NERINCX.

Le Rapporteur,

A. MÉLOT.



18)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 FEBRUARI 1911.

Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1911 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MÉLOT.

MIJNE HEEREN,

Tot het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, zonder den Landbouw, behooren de vroegere diensten van het eigenlijke Departement van Binnenlandsche Zaken, alsmede de gezondheidsdiensten die vroeger behoorden tot het Departement van Landbouw.

De gewone kredieten, in 1910 toegestaan voor al deze diensten te zamen, bedroegen fr.	6,742,067
De voor 1911 aangevraagde gewone kredieten beloopt	6,524,685
Dus eene vermindering van fr.	217,382

Deze vermindering heeft twee voornamelijk oorzaken. In 1911 hebben geene verkiezingen voor de Wetgevende Kamers plaats : uit dien hoofde vervalt een krediet van 130,000 frank. In 1910 was de Regeering verplicht, bij amendement te vragen dat de kredieten voor de militieverrichtingen werden verdubbeld. Dit jaar bedragen deze kredieten 169,000 frank in stede van 337,000.

Anderdeels zijn er sommige geregelde verhoogingen, omstandig medegedeeld in het ontwerp van Begrooting.

De uitzonderlijke kredieten, in 1910 toegestaan, beliepen. fr.	857,000
De voor 1911 aangevraagde kredieten bedragen.	710,000
Dus eene vermindering van fr.	147,000

(1) Begrooting, n^o 4^{VI}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, was samengesteld uit de heeren Masson, de Kerchove d'Exnerde, Melot, Maenhaut, Ouverleaux en Lefebvre.

Van de tabel der uitzonderlijke uitgaven van 1911 verdwijnen sommige bijzondere kredieten tot een gezamenlijk bedrag van 102,000 frank.

De toelage voor de door overstroming beproefde gemeenten, zijnde 500,000 frank, komt er insgelijks niet meer op voor.

Anderdeels, geeft de algemeene volkstelling aanleiding tot eene verhooging van krediet van 550,000 frank; het bouwen van een lazaret te Doel kost 100,000 frank en de vijfjaarlijkse prijs voor geneeskundige wetenschappen vergt eene verhooging van 8,000 frank.

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

In de afdeelingen en in de Middenafdeeling lokte de Begrooting geene bespreking uit; de processen-verbaal vermelden enkel eenige wenschen, eenige gedachtenwisselingen, eenige vragen om inlichting, waarop het Departement van Binnenlandsche Zaken niet al te dadelijk antwoordde.

In de processen-verbaal van sommige afdeelingen staat bij voorbeeld doodeenvoudig :

In de eerste afdeeling : « verworpen met twaalf stemmen tegen acht ».

In de vierde : « de Begrooting wordt aangenomen met dertien stemmen tegen zeven ».

In de vijfde : « Begrooting verworpen met twaalf stemmen tegen elf ».

De processen-verbaal van de overige afdeelingen hebben al niet veel meer om het lijf.

Dus worden door de meerderheid, noch door de oppositie bepaalde bezwaren aangevoerd tegen de wijze waarop dit Departement wordt bestuurd en beheerd.

Eene enkele opmerking betreffende de algemeene politiek werd in het midden gebracht. In de zesde afdeeling deed een lid navraag « omtrent de inzichten van de Regeering in zake van kieshervorming ». De Middenafdeeling achtte niet raadzaam te handelen over dit vraagstuk, waarover reeds eene openbare bespreking plaats had in de Kamer zelve.

TWEEDE HOOFDSTUK.

PENSIOENEN EN HULPGELDEN.

Naar aanleiding van de tegemoetkoming, aangevraagd voor de voorzorgskas der gemeentesecretarissen, werd voorgesteld aan de gemeentesecretarissen, vóór 1909 op pensioen gesteld, de voordeelen te verschaffen, welke de wet van 28 April 1908 toekent aan de secretarissen die toen in werkzamen dienst waren. Er valt op te merken dat de tekst zelf van de wet zich tegen deze terugwerkende kracht verzet. Verleden jaar werd dit aangetoond door den heer Maenhaut, verslaggever van de Middenafdeeling. Het schijnt niet dat er redenen zijn om die zaak opnieuw te behandelen.

VIERDE HOOFDSTUK.

PROVINCIALE EN GEMEENTELIJKE ZAKEN.

In 1910 drong de Middenafdeeling bij de Regeering vurig aan, opdat nog in den loop van dit zittingsjaar het ontwerp van wet tot instelling van eene pensioenkas ten bate van de gemeenteambtenaren zou worden overgelegd en zelfs aangenomen.

De Middenafdeeling van 1911 verlangde te weten welk gevolg aan dien wensch werd gegeven en herhaalde in dezelfde bewoordingen eene vraag, reeds in 1909 door de Middenafdeeling gericht tot de Regeering.

VRAAG.

Hoever staat het met de instelling van een dienst van pensioenen ten bate van de provinciale en gemeentelijke ambtenaren, van hunne vrouwen en kinderen?

ANTWOORD.

Om de provinciale raadsleden in staat te stellen voorafgaandelijk te bestudeeren het ontwerp van pensioenkas, opgemaakt door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, heeft de Regeering aan de heeren Gouverneurs der provinciën het hierbij gevoegd vlugschrift gezonden, waarin, onder andere stukken, voorkomen de tarieven en een voorontwerp van aan te nemen reglement van aansluiting.

Het opsturen van dit vlugschrift gaf aanleiding tot verscheiden vragen omtrent de instelling en werking van de nieuwe inrichting. Daaraan werd gevolg gegeven.

Gezien het gewichtige van de zaak, konden tot nu toe de provinciale raden geene uitspraak doen over de hun onderworpen punten; het meerendeel hunner hebben de bestendige deputatie ofwel bijzondere commissiën gelast, over bedoeld ontwerp van kas verslagen uit te brengen, die in den loop van den zittijd 1911 zullen overgelegd worden (1).

(1) Omzendbrieven aan de HH Gouverneurs der provinciën.

« Brussel, 18 Juli 1908.

« HEER GOUVERNEUR,

» Op aanvraag der Regeering heeft het beheer van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas zich willen belasten met het voortzetten van het bestudeeren der technische vraagpunten, welke het inrichten doet oprijzen van een dienst van pensioenen ten voordeele van de gemeenteambtenaren en - bedienden, van hunne weduwen en weezen.

» Het is gebleken dat de opvatting van dit nieuwe organisme geheel moest afwijken van het voorbeeld, aangenomen voor de eertijds gestichte Voorzieningsfondsen, daar hun geldelijke toestand voor het meerendeel zeer bedenkelijk is.

» Van het begin af was er besloten geweest dat de nieuwe renten, te betalen aan de gemeenteagenten, evenals aan hunne weduwen en weezen, zouden kunnen verbonden worden aan den dienst der Lijfrentekas, mits zekere wijzigingen toe te brengen aan de wet, waarbij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas werd ingesteld. Doch daarna is gebleken dat

Uit dit antwoord blijkt, dat het Departement van Binnenlandsche Zaken sedert drie jaar er zich bij bepaalde, één omzendbrief per jaar op te sturen. 't Is wellicht ontoereikend, zoo men tot een uitslag wil geraken.

De Middenafdeeling hadde wat nieër duidelijkheid verlangd omtrent de voorziene verbeteringen ten bate van de bedienden der arrondissements-commissariaten.

het voordeelig zou zijn eene zelfstandige inrichting te stichten, hebbende hare eigen tarieven, berekend volgens de sterftetabellen, toegepast op den bijzonderen aard der toekomstige aangeslotenen.

» De Spaarkas moest een groot werk van statistiek verrichten, om de sterfte te bestudeeren van de agenten der openbare besturen, van hunne vrouwen en kinderen.

» De desaangaande begonnen opzoekingen staan op goeden voet. Welhaast zal er dus kunnen overgegaan worden tot het opmaken der tarieven, en, in vooruitzicht van dit werk, is het noodig de kapitalisatie-interest vast te stellen, welke bij de berekening dient toegepast. Deze interest is in verhouding met de opbrengst der plaatsingen. Van welken aard zullen deze zijn?

» Het zou redelijk schijnen vooreerst de kapitalen, welke zullen verzameld worden door den dienst der gemeentepensioenen, te gebruiken tot aankoop van titels van leeningen, uit te geven door de provinciën en gemeenten zelf. Dergelijke leeningen, gesloten door tusschenkomst der Maatschappij van het Gemeentekrediet, schenken thans een interest, welke den interest van 3.75 t. h. benadert. Indien de plaatsingen van de Pensioenkas haar deze opbrengst van 3.75 t. h. zouden schenken, zou de kapitalisatie moeten geschieden op voet van 3.25 t. h. daar het verschil van 0.50 t. h. het zekerheidscoëfficiënt vertegenwoordigt, welk onmisbaar dient overgehouden om de inrichting te wapenen tegen de nadeelige afwijkingen, die zouden kunnen voorkomen in de sterfte der aangeslotenen. Het zou overigens ten zeerste wenschelijk zijn de vastheid van de opbrengst der plaatsingen van de Kas te verzekeren, en te dien einde zouden de provinciën de verbintenis moeten aangaan den interest van 3.75 t. h. te waarborgen voor alle kapitalen, geplaatst gedurende het tienjarig tijdvak, bij welks einde er, op geregeld wederkeerende wijze, tot de herziening der tarieven zou overgegaan worden.

» Daarenboven zou het te onderzoeken blijven of de beschikbare kapitalen van de nieuwe kas niet, tot in zekere mate, zouden kunnen dienen tot het dekken der leeningen gesloten door de gemeenten die, in plaats van te handelen met de Maatschappij van het Gemeentekrediet of met de Banken, zich tot de Pensioenkas zouden wenden.

» Zooals dit reeds bestaat ten voordeele der gemeenteonderwijzers en -secretarissen, zou de aansluiting der provinciën en gemeenten moeten bekomen worden voor de pensioenen der andere gemeentebedienden.

» De tusschenkomst der provinciën zou dus een dubbel onderwerp hebben :

» 1^o toelagen in evenredigheid met de stortingen der aangeslotenen, ten einde hun het bekomen van pensioenen en renten te vergemakkelijken;

» 2^o waarborg van den interest van 3.75 t. h., waarvan hierboven sprake.

» In den huidige staat der studie, gezamenlijk voortgezet door het Departement van Financiën en de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, komt het vraagpunt op het volgende neer :

» Instelling van een centraal organisme, belast met het beheer van de ingezamelde kapitalen en van den rentendienst, dienst waaraan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas hare medewerking zou verleenen, mits vergelding;

» Benutting van de bestaande plaatselijke organismen — provinciën en gemeenten — voor den dienst der ontvangsten en betalingen voor rekening van het centraal organisme. In grondbegin zou elk provinciebestuur de door de verschillende gemeenten der provincie

In beginsel is besloten tot de hervorming, doch de bijzonderheden zijn nog niet vastgesteld, zooals blijkt uit onderstaande vraag en antwoord :

gedane ontvangsten verzamelen, om derwijze de verrichtingen te vereenvoudigen. Om soortgelijke redenen zou het passen slechts jaarlijksche stortingen te aanvaarden.

» Het centraal organisme zou belast zijn met het doen van de volgende verrichtingen :

» 1° instelling, bij middel van toelagen, van lijfrenten, aanvang nemende op 65 jaar, ten bate der gemeenteambtenaren en agenten ;

» 2° instelling van overlevingsrenten ten bate der vrouwen van de getrouwde bedienden, bij middel van kortingen op de wedden ;

» 3° instelling van overlevingsrenten ten bate der kinderen, ingeval zij weezen werden die noch vader, noch moeder hebben; deze renten zouden tijdelijk zijn en eindigen op 18 jaar;

» 4° beheer, ten bate der ongehuwden of weduwnaars, van de spaarrekeningen, gevormd door de kortingen op de wedden.

» Dit zijn voor het oogenblik, Heer Gouverneur, de verschillende beschouwingen waarover het nuttig zou zijn het advies van den provincieraad te kennen. Gij zoudt mij dus verplichten, indien gij dit aan de bestendige deputatie wildet mededeelen, opdat zij, indien het nog tijd is daarvoor, deze beschouwingen den Raad kunne onderwerpen op eene zijner eerstkomende vergaderingen.

» *De Minister,*

» F. SCHOLLAERT.

« Brussel, 18 Mei 1909.

« HEER GOUVERNEUR,

» Voór alle nieuwe bespreking rakende het inrichten van een centraal voorzieningsorganisme ten voordeele der gemeentebedienden, heb ik gedacht, in overeenstemming met den Heer Minister van Financiën, dat het meest practisch middel, om het vraagpunt naar verwezenlijking te leiden, bestaat in het mededeelen aan de provinciebesturen van de rentetarieven en van het reglement-voorbeeld, dat door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt opgemaakt. Deze stukken zijn onmisbaar om de provinciën toe te laten zich rekening te geven van de lasten, gebeurlijk door haar op te nemen, zoowel uit hoofde van hare deelneming aan de Pensioenkas, onder vorm van toelagen, als uit hoofde van den waarborg van den minimum-interest, vastgesteld op 3.75 t. h., der te plaatsen kapitalen. Anderzijds zullen de provinciën, wie het aanbelangt, met volle kennis van zaken kunnen nadenken over de te nemen schikkingen, met het oog op de regeling van den toestand der bestaande voorzieningsinstellingen tegenover het in te richten organisme.

» Het ware zeker te wenschen geweest, Heer Gouverneur, dit belangrijk punt gebracht te zien op de dagorde van den aanstaanden zitting der Provincieraden; daar evenwel de statistische inlichtingen nog niet overgelegd waren, zal de Lijfrentekas het haar toevertrouwde werk slechts na drie maanden kunnen voltooien.

» Ik heb het gepast geoordeeld U het voorgaande ter kennis te brengen, daar de rentetarieven en het reglement-voorbeeld, door voormelde Kas op te maken, de volstrekt noodzakelijke elementen uitmaken welke U kunnen toelaten de uit het inrichten van het nieuwe organisme voort te spruiten financieele gevolgen te beoordeelen.

» *De Minister,*

» F. SCHOLLAERT.

« Brussel, 16 April 1910.

« HEER GOUVERNEUR,

» Ingevolge mijn schrijven van 18 Mei jongstleden, zelfde kanttekening als hiernevens, heb ik de eer u de tarieven en het reglement-voorbeeld over te maken, opgemaakt door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, en welke de provinciën moeten in staat stellen zich rekening te geven van de gebeurlijk door haar op te nemen lasten, zoowel uit hoofde van

VRAAG.

Is het Departement van Binnenlandsche Zaken van plan, den toestand van de bedienden der arrondissementscommissariaten te verbeteren?

hare deelneming aan de nieuwe pensioenkas onder vorm van toelagen, als uit hoofde van den waarborg van het minimum van 3.75 t. h. der te plaatsen kapitalen.

» De bezorgdheid om de leefbaarheid van het nieuwe organisme te verzekeren, door het te voorzien van een gegeven, dat zoo nauwkeurig mogelijk beantwoordt aan de wezenlijke sterfte, heeft de Spaarkas er toe doen besluiten de nieuwe tarieven (bijlage n° 1) te verdeelen volgens de gegevens van bijzondere sterftetabellen, opgemaakt volgens statistische inlichtingen welke betrekking hebben op eene bevolking, waarvan de levensvoorwaarden ongeveer dezelfde schijnen als deze van de gemeentegenten en hunne vrouwen. Te meer, om het hoofd te bieden aan de voor de kas nadeelige afwijkingen in de sterfte, en aan alle gebeurtenis welke de financiële vastheid er van zou kunnen in gevaar brengen, heeft men een zekerheidscoëfficiënt voorzien, overeenkomend met 0.50 t. h. van de in kas zijnde gelden, en men prijst de herziening der tarieven aan bij het eindigen van elk tienjarig tijdvak.

» Om de beteekenis en de gewichtigheid der tarieven bevattelijker te maken, heb ik het nuttig geoordeeld er van de toepassing te doen oponderstelde loopbanen, aanvang nemende op verschillende leeftijden, de eene aan vaste wedden, de andere aan wedden verschillend van 600 tot 1,200, 1,800, 2,400 en 3,000 frank, — van 800 tot 1,600, 2,400, 3,200 en 4,000 frank, — van 1,000 tot 2,000, 3,000, 4,000 en 5,000 frank, — van 1,200 tot 2,400, 3,600, 4,800 en 6,000 frank. De uitslagen zijn in de drie hierbij behorende tabellen opgeteekend; zij zullen het mogelijk maken het aandeelsbedrag der toelagen en der jaarlijksche kortingen te bepalen, in verhouding met het bedrag der te verleenen pensioenen. (Bijlagen II, III, IV.)

» Om de toepassing te vergemakkelijken der tarieven, volgens welke het bedrag der pensioenen en der overlevingsrenten van de weduwen of de weezen berekend zijn, geeft eene verklarende nota eenige voorbeelden, bestemd om de gebruikswijze van voormelde tarieven te doen begrijpen, en, bij wijze van aanduidingen, de practische uitslagen vast te stellen tot welke men komt in eenige algemeene gevallen. (Bijlage V.)

» Het voorontwerp van reglement (bijlage VI) is opgemaakt volgens dit van het Voorzieningsfonds ten voordeele der leden van het personeel van het hoofdbestuur der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas; deze kas bestaat sedert einde 1906 en, evenals het in te richten organisme, heeft zij voor bijzonder doel het verzekeren van pensioen- en overlevingsrenten. Bedoeld voorontwerp heeft dus het voordeel eener ondervinding van verscheidene jaren, en het zou, mijns dunkens, aan het onderzoek van den Raad uwer provincie kunnen onderworpen worden in den beknopten vorm, waarin het voorgelegd is; de door dit College gebeurlijk te formuleeren opwerpingen, en de beslissingen welke het zal oordeelen te moeten nemen betreffende het aandeelsbedrag der voorziene toelagen en kortingen, zullen vervolgens toelaten, bepaald en met volledige kennis van zaken, de beschikkingen vast te stellen van het reglement, dat zal moeten opgemaakt worden.

» Geraadpleegd over de belangrijkheid der opofferingen, welke de provinciën zich zullen moeten getroosten door het aangaan der verbintenissen den interest aan 3.75 t. h. te waarborgen, als noodzakelijk geoordeeld voor de minimum-opbrengst van de gelden der nieuwe pensioenkas, was het oordeel van het Departement van Financiën als volgt :

» De uit dien hoofde voortspruitende last voor de provinciën zal tevens van de jaarlijks te plaatsen kapitalen en van den interest hunner opbrengst afhangen.

» Geen enkele der gegevens, welke toelaten het bedrag der te beheeren gelden te schatten, is gekend; inderdaad, men kent het vermoedelijk getal der aan te sluiten » agenten niet, noch het bedrag en de schaal der wedden, noch het aandeelsbedrag der

ANTWOORD.

De Regeering gaf reeds blijk van haar inzicht om verbetering te brengen in den toestand van de bedienden der provinciale besturen en der arrondissementscommissariaten.

» kortingen, te doen op deze wedden, noch dit der toelagen, te vergunnen door de
» provincie- en gemeentebesturen, in een woord, het beloop der te innen premiën; men
» begrijpt dat deze verschillende elementen voor alles dienen bepaald, om er toe te komen
» met voldoende benadering het bedrag vast te stellen der kapitalen, bestemd om rente
» op te leveren

» De interest hunner opbrengst is eveneens onbepaald; hij zal afhangen van den aard
» der plaatsingen welke zullen gedaan worden; eene plaatsing welke aanbevelenswaardig
» schijnt, daar hare opbrengst merkkelijk 5.75 t. h. benadert, bestaat in de leeningen op
» lang termijn te doen aan de gemeenten tegen de voorwaarden, aangenomen door het
» gemeentekrediet; volgens zij uitkeerbaar zijn op 66 of op 35 jaar, worden zij gesloten
» tegen $4 \frac{1}{8}$ t. h. en $5 \frac{2}{3}$ t. h. interest, waarin bevat een interest van ongeveer 3.76 t. h.
» en 4.22 t. h., welke thans vergoed wordt ten beloope van 0.25 t. h. door het dividend
» van 5 t. h. aan de aandelen toegekend.

» De toekomstige kas zou in de plaats kunnen komen der maatschappij van het gemeen-
» tekrediet, en elk jaar een aanzienlijk deel harer beschikbare gelden plaatsen tegen
» interesten, verschillend van 3.51 t. h. tot 3.97 t. h. »

» Het volgende besluit kan men uit het voorgaande trekken :

» De van de provinciën te vragen opoffering, uit hoofde van het waarborgen van den
interest, zal des te minder belangrijk zijn volgens dat de door de gelden van de kas der
gemeentepensioenen verwezenlijkte opbrengst minder beneden 5.75 t. h. zal wezen; zij zou
zelfs geheel kunnen wegvallen.

» In de onderstelling dat de gemiddelde opbrengst der in kas zijnde gelden minder zou
zijn dan 5.75 t. h., zouden de provinciën moeten tusschenkomen in het verschil van den
interest in verhouding met het gedeelte van het actief betreffende de pensioenen, vast-
gesteld op het hoofd der gemeenteagenten van ieder der provinciën, en geschat bij middel
der mathematische reserves dezer renten.

» De provinciën zouden dus alle belang hebben om van het organisme der gemeente-
pensioenen de gelden te leenen, welke zij zouden kunnen noodig hebben, en de gemeenten
aan te zetten zich zoovel mogelijk tot het organisme te wenden.

» Daar het voorontwerp van reglement (bijlage VI) opgemaakt is volgens dit van de
Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, denk ik het nuttig u het bedrag op te sommen der
toelagen en kortingen, noodig geoordeeld om leefbaarheid te verzekeren aan deze voor-
zieningsinstelling, onderverdeeld in vier kassen, die gevoed worden als volgt :

» 1^o *De kas der uitgestelde renten*, door eene toelage van 8 t. h. der wedden, verleend door
het bestuur aan alle bedienden en ambtenaren, te rekenen van den graad van klerk
3^e klasse, en door eene toelage van 6 t. h. der wedden of loonen, verleend aan de onder-
geschikte bedienden (deurwachters, rangschikkers, werklieden, enz.).

» 2^o *De kas der overlevingsrenten ten bate der vrouwen*, door eene korting van 6 t. h. op de
wedden der gehuwde ambtenaren en bedienden, van af den graad van klerk 3^e klasse, en
door eene korting van 4 t. h. op de wedden of loonen der gehuwde ondergeschikte
bedienden. Deze laatsten ontvangen bovendien van het bestuur eene toelage, gelijk aan
2 t. h. der wedden of loonen, en welke insgelijks in deze kas gestort wordt. Anderzijds
ontvangt deze het overschot van de spaarrekening op de kas der ongehuwden, ingeval van
huwelijk van een der bij deze kas aangesloten.

» 3^o *De kas van overlevingsrenten ten bate der wezen die noch vader, noch moeder hebben*,
door eene vooraflichting gedaan op de voor voormelde kas bestemde sommen, het jaar der

De nieuwe reglementsbepalingen, bestemd om hare inzichten te verwezenlijken, zijn in beginsel aangenomen. Zooals is vermeld in de inleidende nota's, toegevoegd aan de aanvraag om kredieten onder de artikelen 13 en 15 der Begrooting van Binnenlandsche Zaken voor 1911, zijn de verhoogingen, voort te spruiten uit de toepassing van de nieuwe reglementen, in deze kredieten voorzien.

Naar aanleiding daarvan, sprak een lid over de verhooging van de

geboorte van ieder kind, en voldoende tot het aanschaffen eener tijdelijke overlevingsrente van 300 frank tot den ouderdom van 18 jaar, een aanvang nemende te rekenen van het overlijden van den laatstlevende van vader en moeder.

» 4^e *De spaarkas voor ongehuwden*, door eene korting van 6 t. h. op de wedden der ongehuwde of weduwnaar geworden ambtenaren of bedienden, te rekenen van den graad van klerk 3^e klasse, door eene korting van 4 t. h. op de wedden of loonen der ondergeschikte bedienden, ongehuwd of weduwnaar, en door eene toelage van 2 t. h. aan deze laatsten verleend door het bestuur.

» Indien voormelde beschikkingen werden van toepassing gemaakt op het nieuwe organisme, zouden de openbare machten (provinciën en gemeenten) den last behooren op te nemen van de toelagen voor het pensioen der ambtenaren en bedienden, latende aan de aangeslotenen de zorg te voorzien in de overlevingsrenten der weduwen en weezen bij middel van kortingen, te nemen op hunne wedden.

» Er dient opgemerkt dat het financieel evenwicht der pensioenkas gegrond is op de gelijktijdige aansluiting van de agenten, zoowel voor het pensioen als voor de overleving. Er kan geen sprake zijn van enkel de aansluiting te doen voor de overlevingsrenten, en de pensioenen te beleggen hetzij in de algemeene pensioenkas, hetzij in eene andere kas. De met het oog op het pensioen gestorte kapitalen blijven noodzakelijk gedurende een geruimen tijd in het bezit der pensioenkas; daaruit volgt dat het voor deze kapitalen is, dat de door het verschil van interest opgeleverde vergoeding het meeste uitwerksel oplevert. De stortingen met het oog op het pensioen afnemen van de pensioenkas zou hare financiële vastheid in gevaar brengen.

» In overeenkomst met de Algemeene Spaar-en Lijfrentekas, zou het beheer van de nieuwe instelling op volgende wijze moeten ingericht worden :

» *Het technisch en bestuurlijk beheer*, behelzende het berekenen der verworven renten, het houden der individueele rekeningen, het berekenen der mathematische reserves, het opmaken van periodieke technische balansen, de tienjaarlijksche herziening der tarieven, de gebeurlijke verdeeling der winsten, enz., zou kunnen gedaan worden door de Algemeene Spaar-en Lijfrentekas, mits storting voor aantekening van 2 t. h.

» *Het financieel beheer*, behelzende het ontvangen der jaarlijksche premien, het jaarlijksch uitkeeren der pensioenen, betaald door de gemeenten voor rekening van de pensioenkas, het beheer der gelden, enz., zou gebeuren door de zorgen van het in te richten organisme. Elke provincie zou de verbintenis aangaan den interest van 3.75 t. h. te waarborgen in verhouding met de verbintenissen, genomen door de instelling tegenover de tot deze provincie behorende aangeslotenen.

» Het technisch en bestuurlijk beheer, en het financieel beheer, zouden dus geheel gescheiden zijn. Deze scheiding van de twee beheeren bestaat overigens bij de Spaar- en Lijfrentekas voor verschillende diensten.

» Dit zijn, Heer Gouverneur, de volstrekt noodzakelijke grondslagen, waarop de inrichting en de werking zouden moeten rusten der nieuwe instelling, die de openbare besturen, welke het aangaat, op bijzondere wijze zal vooruitbrengen op den weg der degelijke voorziening.

» *De Minister,*

» F. SCHOLLAERT. »

jaarwedde der arrondissementscommissarissen zelfven, doch de Middenafdeeling wilde over dit punt geene uitspraak doen.

Andermaal werd in de Middenafdeeling opgekomen tegen de tusschenkomst van sommige Bestendige Deputatiën, die de verhooging van jaarwedde ten voordeele van den gemeentesecretaris, toegekend door de gemeenteraden, weigeren of merkelyk besnoeien. De Middenafdeeling behoeft niet dit vraagstuk op te lossen. Zij verzoekt enkel den heer Minister nauwkeurig na te gaan op welke wijze de Bestendige Deputatiën een overigens onbetwistbaar recht uitoefenen.

De geringe jaarwedde van sommige gemeenteambtenaren zet hen soms aan om zich meerdere bestaansmiddelen te verschaffen door het drijven van handel. Er werd gewezen op het jammerlijke van die handelwijs, waar het veldwachters geldt. Doch de Middenafdeeling was van oordeel dat dit punt gevoeglijker kon worden behandeld bij de behandeling der wet op de landelijke politie.

De achtbare heer Maenhaut, verslaggever over de Begrooting van Binnenlandsche Zaken voor 1910, had gevraagd dat de Staat toelagen zou verleenen tot het bouwen van gemeentehuizen in gemeenten die beschikken over eene geringe begrooting. De achtbare heer Vercruysse, verslaggever van de Senaatscommissie voor Binnenlandsche Zaken, steunde die vraag. De Middenafdeeling van 1911 maakt de bedenkingen van beide verslaggevers tot de hare. In sommige kleine landelijke gemeenten vergadert de gemeenteraad in eene herberg; daar berusten de registers der gemeente, daar moeten de burgers zich begeven voor verplichte inschrijvingen. Dergelijke toestand is niet vereenbaar met de waardigheid van het gemeentebestuur. Het algemeen belang vergt dat die toestand overal ophoude. Op dit punt vestigt de Middenafdeeling de aandacht van de Regeering.

ZESDE HOOFDSTUK.

MILITIE.

De toepassing van de nieuwe militiewet gaf aanleiding tot enkele opmerkingen. De wet is overigens van te jongen datum opdat men hare gevolgen kunne nagaan. Ook betreffen de opmerkingen enkel ondergeschikte punten.

Artikel 46c van de vroegere militiewet luidde : « Deze staat (staat van de » vrijgestelde of uitgesloten manschappen) wordt afgekondigd en aangeplakt in elke gemeente van het kanton, op de twee Zondagen die op » hare ontvangst volgen. »

Overeenkomstig een amendement, voorgesteld door de Middenafdeeling belast met het onderzoek van de militiewet, werd die tekst veranderd door den volgenden : « Deze staat wordt in elke gemeente ter beschikking van de » belanghebbenden gehouden. »

Deze verandering strekt om te vermijden dat de oorzaken tot vrijstelling of uitsluiting nutteloos bekend worden gemaakt. Door de Kamer werd zij eenparig aangenomen. In de afdeelingen, belast met het onderzoek van de

Begrooting van Binnenlandsche Zaken, en in de Middenafdeeling werd betreurd dat er, ondanks de bedoeling van de wet, nog te veel bekendmaking bestaat. Hier zijn twee belangen overeen te brengen.

Het is onmogelijk en 't ware te betreuren dat de staat der ontslagen militieplichtigen voor eenieder geheim werd gehouden. Bij ontstentenis van den militieplichtige die verlangt om vermindering van zijn dienstdaag en wien het Hof van Cassatie, volgens de bladen, de hoedanigheid van belanghebbende ontzegde, heeft ten minste de jongere broeder, die moet dienen ten gevolge van de vrijstelling van den oudste, het recht in staat te worden gesteld om in verzet te komen tegen willekeurige vrijstelling.

Anderdeels ware het onvoegzaam het geheim van sommige oorzaken van vrijstelling en uitsluiting bekend te maken.

Kan de heer Minister van Binnenlandsche Zaken niet aan de gemeente-overheden voorschrijven, den staat van de vrijgestelden en uitgesloten mede te deelen slechts aan hen die het verlangen, nadat dezen hebben bewezen dat zij belang hebben bij de kennisneming? Misbruiken zouden onmogelijk worden, indien het als algemeenen regel geldt elke mededeeling te weigeren, tenzij wanneer de belanghebbenden bewijzen dat zij recht hebben op die mededeeling.

Sommige leden vroegen of het wel noodig was, al de ingeschrevenen bijeen te roepen voor den militieraad en of het niet kan volstaan enkel diegenen op te roepen, welke blijkbaar niet zijn ontslagen door deze of gene wetsbepaling. Daardoor zouden de militieverrichtingen nuttig worden vereenvoudigd.

HOOFDSTUK VII.

BURGERWACHT.

De Middenafdeeling stelde de volgende vraag :

VRAAG.

Is het Departement van Binnenlandsche Zaken van plan, den post van Inspecteur-generaal der Burgerwacht te behouden?

ANTWOORD.

De Regcering is niet voornemens, den Koning een candidaat voor te dragen om den post van Inspecteur-generaal der Burgerwacht te bekleeden, post die thans open is ten gevolge van het overlijden van den luitenant-generaal Verstraete.

De Middenafdeeling merkt aan dat, in artikel 25 der tabel, het krediet van 535.000 frank is uitgetrokken voor 1911 als voor 1910.

Het Departement van Binnenlandsche Zaken zegt, in de toelichting van dit artikel, dat daarin is begrepen de jaarwedde van den Inspecteur-generaal, bedragende 13,000 frank. Blijft de plaats van Inspecteur-generaal onvervuld, dan begrijpt men niet waarom het cijfer van 535,000 frank niet tot op 522,000 frank zou verminderd worden.

Bij wijze van amendement stelt de Middenafdeeling dus aan de Kamer voor, het cijfer, dat in artikel 23 der tabel is uitgetrokken, te verminderen tot op 322,000 frank.

HOOFDSTUK X.

GEZONDHEIDS- EN HYGIËNEDIENST.

Dit hoofdstuk gaf aanleiding tot eenige belangwekkende opmerkingen. Het bedrag van de daarin opgesomde kredieten staat nagenoeg gelijk met een derde van het geheel bedrag der begrooting. Het is wenschelijk dat die diensten nog ruimer uitgebreid worden. Nochtans, welke uitbreiding zij ook nemen, moet men erkennen dat werkelijk dit departement niet, zooals sommigen voorstaan, het Ministerie van sociale hygiëne worden kan zonder eene samensmelting van de diensten die thans tot verschillende besturen behooren. Zóó hangt de hygiëne der nijverheid af van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid; de geneeskundige onderstand, het geneeskundig toezicht op de krankzinnigengestichten hangen af van het Ministerie van Justitie; de hygiëne der scholen behoort tot de bevoegdheid van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, en de hygiëne der kazernen tot die van het Ministerie van Oorlog.

De Middenafdeeling behoeft geen uitspraak te doen over het nut dat uit de samensmelting van al deze diensten mocht voortspruiten.

Doch in de afdeelingen en in de Middenafdeeling heeft men meermaals de aandacht van de Regeering gevestigd op de gewichtigheid van de gezondheidskwestie. De hygiëne werd al te lang aangezien als zijnde van privaten aard. Weliswaar, kan niemand ontkennen dat de vooruitgang op gebied van gezondheid evenals elke andere vooruitgang, ja zelfs meer dan elke andere, vooral afhangt van het persoonlijk initiatief. Op den ingezetene, in de eerste plaats, berust de plicht, zijne gezondheid te beschermen. Doch de Staat heeft tot plicht, hem voor te lichten en te zijnen bate de gegevens der wetenschap en de jongste ontdekkingen van de hygiënist en van de geleerden onder het volk bekend te maken. Inderdaad, op geen enkel gebied heeft de nalatigheid van de particulieren ergere gevolgen voor de geheele samenleving.

De Belgische Staat ging dezen weg op. Hij steunt de propagande tegen het alcoholisme — men verweet hem zelfs, ze in te groote mate te bevorderen —; de propagande tegen de tuberculose, tot bescherming van de zuigelingen. Hij steunt en vergemakkelijkt de pokinenting. Hij schenkt vergoedingen aan de vroedvrouwen die kosteloze hulp verstrekken aan de behoeftigen. Het is wenschelijk dat hij meer steun verleene aan het uitnemend werk der zuigelingkeukens, dat ten doel heeft, aan de jonge moeders uit den behoeftigen stand de noodige aanwijzingen te geven om hare kleine kinderen op hygiënische wijze groot te brengen.

Met genoegen herhaalt de Middenafdeeling hier de woorden welke de Koning, op 1 Januari, tot de Academie van Geneeskunde richtte :

« Zoowel in het land als in de kolonie woeden ziekten die, elk jaar, tal van menschenlevens vernielen.

» Wat ons land betreft, wil ik slechts wijzen op de overdreven sterfte onder de zuigelingen, waardoor de aangroei van onze bevolking in zijnen oorsprong wordt gestremd.

« Het verspreiden van de beginselen eener gezonde kinderhygiëne, het vermenigvuldigen van de uitnemende werken die de moeders ondersteunen tijdens de eerste levensmaanden van het kind; al deze instellingen waaraan de geneesheeren een zoo groot deel nemen, zullen, dat is onze vaste overtuiging, er toe bijdragen om den huidige toestand te verbeteren. »

Door hare laboratoriums voor onderzoekingen, door haren dienst van toezicht, door de aanmoediging die zij verleent aan den Hoogen Gezondheidsraad en aan de Geneeskundige Commissiën, droeg de Regeering veel bij tot de verbetering van den gezondheidstoestand.

Deze verbetering is onbetwistbaar en dat blijkt uit de cijfers.

Ziehier de cijfers, voorkomende in de Memorie van Toelichting van het voorontwerp van wet op de volksgezondheid (bl. 15) :

Gezondheidstoestand.

Vijfjarige tijdvakken en jaren.	Gemiddeld getal sterfgevallen per jaar en per 1,000 inwoners.
1851-1855	22.29
1856-1860	22.19
1861-1865	22.60
1866-1870	23.93
1871-1875	25.28
1876-1880	21.74
1881-1885	20.59
1886-1890	20.20
1891-1895	20.16
1896-1900	18.09
1901	17.17
1902	17.30
1903	16.99
1904	16.89
1905	16.53
1906	16.42
1907	15.76

Uit deze gegevens, vergeleken bij die in het buitenland, blijkt dat de gezondheidstoestand in België zeer gunstig is, wanneer men in aanmerking neemt den gezondheidstoestand in het meerendeel van de Europeesche landen. Inderdaad, het gemiddeld getal sterfgevallen per jaar en per 1,000 inwoners was :

	1901	1903	1904	1905	1906
In Rusland	32	»	»	»	»
Hongarije	25	26	25	28	25
Spanje	»	25	26	26	26
Oostenrijk	24	24	24	25	23
Italië	22	22	21	22	21
Duitschland	21	20	19	20	18
Frankrijk	20	19	19	20	20
Zwitserland	18	17	18	18	17
Groot-Brittannië	»	16	16	16	16
Nederland	17	16	16	15	15
Zweden	16	15	15	16	14
Noorwegen	»	15	14	15	14

Deze cijfers zijn leerrijk. Daaruit blijkt niet, dat er niets meer te doen valt; daaruit blijkt, dat een groote vooruitgang reeds werd gedaan.

De Staat heeft niet enkel tot plicht, de personen voor te lichten omtrent de maatregelen die zij moeten nemen om zich zelf te vrijwaren. Door zich niet te vrijwaren, door hun recht niet uit te oefenen, schaden de ingezetenen anderen en de persoonlijke vrijheid mag zich niet zoo ver uitstrekken. Aan de Regeering dient de bevoegdheid te worden toegekend om zekere gezondheidsvoorschriften uit te vaardigen en door straffen te bekrachtigen. Behalve wat aangaat de bij de wet van 18 Juli 1831 bepaalde maatregelen om op de grens een kordon te trekken ter wering van pestziekten, is de Regeering niet genoegzaam gewapend; tegen de overige besmettelijke ziekten is zij nagenoeg onwapend. Zij heeft niet het recht om de particulieren te verplichten tot aangifte van de besmettelijke ziekten, de besmette woningen te ontsmetten, de zieken af te zonderen.

Daaraan is gedeeltelijk toe te schrijven dat de gemiddelde kindersterfte nog al aanzienlijk is. Ziehier welke cijfers wij in dezelfde Memorie van Toelichting aantreffen :

BIJZONDERSTE AANSTEKENDE ZIEKTEN.

Opgave van de sterfgevallen van 1901 tot 1907.

	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.
Typhuskoorts	1,508	1,228	1,088	1,051	984	890	874
Pokken	260	652	1,630	656	244	41	55
Mazelen	2,036	3,305	2,309	2,758	2,446	2,459	2,011
Scharlakenkoorts	1,409	992	698	726	760	785	927
Kinkhoest	2,365	2,651	2,734	2,918	2,689	2,544	2,354
Diphtheritis en kroep	2,438	1,817	1,393	1,289	1,253	1,191	1,141

Hoeveel dier kinderen, die zijn overleden ten gevolge van mazelen, scharlakenkoorts, kinkhoest en diphtheritis, zouden in leven gebleven zijn, indien de Regeering de noodige maatregelen had kunnen nemen om de broeinesten der ziekte af te zonderen!

In ons land met zijne verregaande decentralisatie is, in zake van hygiëne, de meest uitgestrekte macht toegekend aan de plaatselijke besturen. Zij oefenen hunne macht niet altijd uit, hetzij omdat zij de daartoe vereischte uitgave niet kunnen doen — men kan van de landelijke gemeenten niet eischen dat zij openbare diensten tot ontsmetting of laboratoriums voor onderzoekingen oprichten — hetzij uit onwetendheid, hetzij uit zorgeloosheid, hetzij, ten slotte, omdat zij zich ten onrechte bekommeren om de slecht ingelichte openbare meening.

Leven de gemeentebesturen hunne verplichtingen niet na, dan zou de Regeering moeten bevoegd zijn om ze daartoe te dwingen. Zij zou ook de pogingen der plaatselijke besturen moeten samentrekken en daarin eenheid brengen. In zake van hygiëne worden, zoodra er zekere centralisatie ontstaat, een onloochenbare vooruitgang en vruchtdragende verbeteringen

bevonden. Vooral sedert de instelling van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid is de bescherming van de gezondheid der arbeiders doelmatig geworden; sedert de wet van 4 Augustus 1890 wordt meer ernstig gezorgd voor de beteugeling der voor de gezondheid schadelijke vervalsingen in den handel van eetwaren (deze wet is, overigens, niet volmaakt en zou er bij winnen strenger toegepast te worden). Eindelijk is men voor pest en cholera veel minder beducht dan voorheen, sedert de regeeringen voor alle landen dezelfde voorbehoedmaatregelen aannamen en voor de toepassing daarvan wordt gezorgd door de Belgische Regeering krachtens de wet van 18 Juli 1831.

Deze vooruitgang, dien men te danken heeft aan eene gematigde centralisatie in sommige zaken, legt den wetgever den dringenden plicht op, eerlang eene gezondheidswet uit te vaardigen, krachtens welke de bijzondere maatregelen, die wij even tot voorbeeld aanhaalden, algemeen worden gemaakt voor elk gebied der volksgezondheid.

Sedert lang wordt die wet aangevraagd door de gezondheidkundigen der Kamer, in de openbare vergaderingen, in de afdeelingen en in de middenafdeelingen. De Troonrede kondigt die uitdrukkelijk aan. Uwe Middenafdeeling drukt den wensch uit, dat zij eerlang worde ingediend.

Met den man die in België al deze vraagstukken in hun geheel misschien het best kent, met den heer Beco, voorzitter en verslaggever der commissie belast met de studie van een voorontwerp onderworpen aan den Hoogen Gezondheidsraad, drukt zij den wensch uit dat de macht in zake van hygiëne niet uitsluitend worde opgedragen aan de ambtenaren van den gezondheids- en hygiënedienst, hoe verdienstelijk zij ook zijn. Men dient de medewerking van alle geleerden en van alle vakkundigen in te roepen. De bevoegdheden van den heringerichten Hoogen Gezondheidsraad dienden nader bepaald te worden en uitgebreid, evenals die van de zeventien geneeskundige commissiën. Er kan hier geen sprake van zijn, die zaak omstandig uiteen te zetten; voor hen, die deze vraagstukken meer bijzonder ter harte nemen, zal het volstaan te verwijzen naar het merkwaardig, zeer volledig en degelijk gestaafd verslag van den heer Beco aan den Hoogen Gezondheidsraad.

Buiten deze wet dient er nog veel te worden gedaan op gezondheidsgebied.

Het geldt de hygiëne der inrichtingen voor openbaren onderstand waarvoor moet worden gezorgd door een geneeskundig toezicht waaraan zij thans ontsnappen.

Het geldt de hygiëne der scholen, welke de gemeenten verwaarloozen en waar een geneeskundig toezicht, zooals sommige steden het hebben ingericht, zoo nuttig zijn zou.

Het geldt de hygiëne der woningen. De wet van 1889 leverde wondere uitslagen op, door niemand ernstig te betwisten. Zij is echter niet meer voldoende voor de wenschen die van alle zijden oprijzen. De beschermingscomiteiten deden aanzienlijke pogingen, doch in deze pogingen zou men eenheid moeten brengen. Een deel van het verslag van

den Hoogen Gezondheidsraad over de werkzaamheden van de beschermingscomiteiten gedurende het jaar 1909 is in dit opzicht zeer leerrijk.

Na vastgesteld te hebben dat de beschermingscomiteiten hunne pogingen verdeelen, zonder eenheid noch leiding in hunne werkzaamheden, deze over dit vraagstuk, gene over een ander, zonder om 't even welk vraagstuk grondig te onderzoeken, drukt de heer Harlez, verslaggever van de Commissie, de meening uit dat de Regeering eenheid had moeten brengen in die pogingen en, zooals de wet het overigens verlangt, aan de gemeentebesturen de uittreksels overmaken, die hen mochten betreffen in de verslagen dier comiteiten (bladz. 3, 4 en 5).

Men dient zich ook bezig te houden met de hygiëne der eetwaren.

De Middenafdeeling wenschte te weten hoever het staat met de werkzaamheden der Commissie, die werd belast met de herziening der wet op het verkoopen van dieren bestemd om geslacht te worden.

Eene vraag, welke de Middenafdeeling van 1909 reeds gesteld had, richtte zij dus opnieuw tot den heer Minister :

VRAAG.

3. — Hoever staat het met de werkzaamheden van de extra-parlementaire Commissie die werd belast met het herzien van de wet op het verkoopen van dieren bestemd om geslacht te worden?

ANTWOORD.

» Uit eene mededeeling van den heer Minister van Landbouw en Openbare Werken blijkt, dat de extra-parlementaire Commissie, die werd belast met het herzien van de wet van 3 Juli 1894, betreffende de koopvernietigende gebreken in zake van verkoop van dieren die bestemd zijn om geslacht te worden, nog geen verslag heeft ingezonden.

« Bij den achtbaren voorzitter dier Commissie zal worden aangedrongen om de uitkomsten te kennen, waartoe de gedane onderzoeken hebben geleid. »

Dat antwoord dient te worden vergeleken met het antwoord in 1909 verstrekt op dezelfde vraag, in dezelfde bewoordingen opgesteld. Het antwoord van 1909 luidde :

« De Commissie hield verscheidene vergaderingen, doch is nog niet tot een besluit gekomen. »

Deze zaak zou spoediger moeten onderzocht worden.

De Middenafdeeling verzoekt de Regeering, ter Kamer een wetsontwerp over te leggen met of zonder het advies van de extra-parlementaire Commissie.

Ten slotte hebben wij, steeds op het gebied der volksgezondheid, het gewichtig vraagstuk van het verschaffen van drinkwater aan de verschillende gemeenten van het Rijk.

In 1909 scheen het Ministerie van Binnenlandsche Zaken geneigd om eene centrale inrichting tot stand te brengen, belast met het verschaffen van drinkwater aan de gemeenten. Op eene vraag van de Middenafdeeling had

het geantwoord dat « de studiën, alhoewel zeer gevorderd, nog niet zoover » waren gevorderd dat de Regeering hieromtrent eene verklaring zou » kunnen doen ».

Dit jaar stelde de Middenafdeeling dezelfde vraag als in 1909.

VRAAG.

Hoever staat het met de studiën gedaan om eene centrale inrichting tot stand te brengen, belast met het verschaffen van drinkwater aan de gemeenten?

ANTWOORD.

» Het Ministerie van Binnenlandsche Zaken zet zijn onderzoek voort betreffende het tot stand brengen van eene centrale inrichting die, bij voorkomend geval, zou belast worden met het verschaffen van drinkwater aan de gemeenten. De Regeering is echter nog niet in staat, hare keuze te doen onder de verschillende voorgestelde oplossingen voor dat gewichtig vraagstuk.

» Het denkbeeld van eene centrale inrichting is voorwaar heel verleidend. Men behoeft echter niet te vergeten dat daarvan voorloopig werd afgezien bij het tot stand komen der wet van 18 Augustus 1907.

» Alvorens dit denkbeeld opnieuw aan te vatten, behoort men te oordeelen over deze wet naar de uitslagen die men van hare huidige toepassing mag verwachten betreffende de toeneming van het getal vereenigingen onder gemeenten en betreffende de door deze beheerde ondernemingen.

» Overigens, men kan, gesteld dat er in beginsel besloten wordt tot het invoeren van een stelsel van centralisatie, dit denkbeeld op talrijke wijzen toepassen.

» Men kan het inderdaad toepassen bij wijze van eene nationale maatschappij ofwel van provinciale of gewestelijke maatschappijen. Zooals de Regeering het, minder dan één jaar geleden, zegde in haar antwoord op eene soortgelijke vraag van de Middenafdeeling, behoeft men die oplossingen zorgvuldig te onderzoeken in alle opzichten, indien men latere misrekeningen wil vermijden. Op dat gebied dient alles te worden gevreesd van eene overhaastige en niet genoeg overwogen beslissing ».

Uit dat antwoord, vergeleken bij de inzichten medegedeeld in het antwoord van 1909, blijkt dat men achteruit is gegaan. Deze achteruitgang wordt aangetoond door de machtigingen welke de *Compagnie intercommunale de Bruxelles* bekam om nieuwe bronnen op te vangen en hare waterbedeeling uit te strekken tot de zee kust.

Hier weeral stelt men de jammerlijke gevolgen vast van het gebrek aan eenheid in de inzichten van het bestuur. Na toelagen te hebben verleend voor de belangwekkende opsporingen, door de heeren Putzeys en Rutot verricht in de streek van Moll, na met deze geleerden te hebben bevonden dat zich in de zandstreek van Moll en rondom deze zandstreek ijzerwater bevindt, hetwelk na ontijzering zou kunnen dienen als drinkwater, verleent de Regeering plotseling machtiging tot de nieuwe leiding,

naar Beneden-België, van het kalkhoudend water van Boven-België.

In eene memorie, verschenen in het *Bulletin de l'Académie royale de Médecine*, den 29ⁿ October 1910, staat, op bladzijde 806, te lezen de volgende bevestiging van Dr Hendrik Schwerts :

« Het water uit de streek van Moll kan zonder eenige bewerking worden »
» gebruikt als drinkwater en zou de gemeenten van Beneden-België en »
» inzonderheid de toekomstige mijnstreken der Kempen bevoorraden; het »
» gebruik van dit water zou, zoo met het oog op de gezondheid als met het »
» oog op de mindere kosten, verreweg te verkiezen zijn, boven het aanbren- »
» gen naar Beneden-België van water uit de kalkhoudende streken van »
» Boven-België. »

De Middenafdeeling is hoegenaamd niet bevoegd om die zaak te behandelen in hygiënisch opzicht. Zij kan enkel akte nemen van de degelijk gestaafde meening van Dr Schwerts, wiens studie de Koninklijke Academie van Geneeskunde bekrachtigde door ze op te nemen in haar *Bulletijn*.

Doch in economisch opzicht zouden de willekeurig gemachtigde waterleidingen jammerlijke gevolgen kunnen hebben, waarop het van belang is de aandacht te vestigen.

Ziehier een feit waarvan uw verslaggever de echtheid kan bevestigen. Op het oogenblik dat de *Compagnie intercommunale* het Bocq-water naar Brussel aanbracht, werd door drie plattelandsche gemeentebesturen, op welker grondgebied die waterleidingen worden aangelegd, aan het Ministerie van Landbouw de machtiging aangevraagd om drie plaatselijke waterleidingen te verbinden aan de hoofd-waterleiding. De *Compagnie intercommunale* stemde er in toe. Doch de Regeering weigerde onder voorwendsel dat de *Compagnie intercommunale* opgericht werd voor den Brusselschen omtrek en zij dus in de eerste plaats, alvorens over te gaan tot andere waterbedelingen, de hoofdstad moest bevoorraden. Eenigen tijd later, vernamen die besturen door het *Staatsblad*, dat de *Compagnie intercommunale* gemachtigd was om drinkwater te leveren aan steden in Vlaanderen en ook aan de zee-kust. Men had, weliswaar, ook machtiging verleend om nieuwe bronnen op te vangen. Ware het niet volkomen billijk geweest, vermits men den werkring van de *Compagnie intercommunale* uitbreidde, in de eerste plaats te denken aan de gemeenten wier gronden men onteigende, op wier gronden men het water opving, wier wegen men openbrak, en haar het voordeel eener waterbedeeling te verschaffen te gelijker tijd als aan verafgelegen gemeenten?

Deze kleine feiten, de voorvallen, die zich voordeden bij het opvangen van de bronnen der Houyoux, brengen in sommige streken een slechten indruk te weeg en zouden aanleiding kunnen geven — ten onrechte, daarvan zijn wij overtuigd — tot de meening, dat het bestuur sommige gedeelten van België bevoordeelt ten nadeele van andere.

Eene inrichting die, zooals de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen het doet, alle aanvragen en alle inlichtingen zou centraliseeren, zou

te verkiezen zijn boven talrijke vereenigingen onder gemeenten, waarvan de werking zich enkel door opeenvolgende machtigingen van het bestuur uitbreidt en die bijgevolg geen gezamenlijk plan kunnen hebben.

*
* *

De Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken werd aangenomen :

In de 2 ^e afdeeling met 12 stemmen tegen 10;
— 3 ^e — 16 — 5;
— 4 ^e — 13 — 7;
— 6 ^e — 12

Zij werd verworpen in de 1^e afdeeling met 12 stemmen tegen 8 ; in de 5^e afdeeling, met 12 tegen 11.

Met 5 stemmen tegen 2 onthoudingen stelt uwe Middenafdeeling U voor, haar goed te keuren.

De Verslaggever,

A. MÉLOT.

De Voorzitter,

NERINCX.
